

**Plan de soutien à l'économie. Europe / France
Septembre-Octobre 2008. Les principales mesures**

Europe 12/10/08 : Plan d'action concerté des gouvernements de la zone euro. Chaque Etat membre prend les mesures d'urgence nécessaires pour **restaurer la confiance dans le système bancaire et financier.**

PLAN de SAUVEGARDE des BANQUES et du SYSTEME FINANCIER

- Renforcement du système financier européen : condition première du soutien à l'économie.
- Interventions des banques centrales, de la Banque Centrale Européenne

La loi de finances rectificative pour le financement de l'économie du **16 octobre 2008** autorise le Gouvernement français à apporter sa **garantie au fonctionnement du secteur bancaire** français jusqu'à **360 milliards d'euros.**

20/10/08 : **L'Etat va participer au renforcement des fonds propres des banques pour leur permettre de prêter davantage à l'économie.** L'Etat va souscrire des titres subordonnés émis par les six principales banques françaises à hauteur de 10,5 milliards d'euros. En contrepartie, les banques seront amenées à prendre, dans des conventions signées avec l'Etat, des engagements fermes de financement de l'économie, sous la forme d'une progression des encours de prêts à l'économie française (particuliers, entreprises, collectivités locales) ainsi que des engagements de comportement éthique.

Mise en place de la SFRE (Société française de refinancement de l'économie). L'Etat va fournir aux banques, en échange d'une rémunération de sa garantie, des ressources stables et à moyen terme, jusqu'à cinq ans. Les sommes concernées pourraient s'élever jusqu'à **320 milliards d'euros jusqu'à la fin de l'année 2009.**

France : Une enveloppe spécifique de **5 milliards d'euros**, (financée par les fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations) dédiée au **refinancement des collectivités locales**

PLAN de SOUTIEN aux PME

- Renforcer l'accès des entreprises aux prêts bancaires (crédits à court et long termes) et aux garanties (assurance-crédit, couverture de créances)
- Soutenir l'investissement, l'innovation et la croissance des PME.

France 02/10/08 :
Augmentation de la capacité de financement des PME : **22 milliards d'euros** soit :

Europe 08/10/08 :
Banque européenne d'investissement (Groupe BEI)
15 milliards d'euros de prêts pour les PME sur 2008-2009 (enveloppe globale de **30 milliards d'euros d'ici 2011**). (par l'intermédiaire des banques commerciales)

17 milliards d'euros est affectée au financement des PME.

Les banques qui pourront mobiliser une proportion des livrets réglementés plus importante que celle qu'elles distribuent aujourd'hui (livrets de développement durable et d'épargne populaire)

5 Milliards € de risques supplémentaires
Par l'intermédiaire des outils de **co-financement et de garanties d'OSEO**. (établissement public) OSEO garanties (ex SOFARIS) et OSEO Financement (ex BDPME), OSEO partage le risque avec les banques pour financer les projets des entreprises.

France : **23/10/08** Mise en place d'un **médiateur du crédit** (M. René Ricol) à la disposition des entreprises françaises en difficulté pour accéder au crédit. Ce médiateur "suivra, département par département, la façon dont les prêts sont accordés par les banques.

MESURES SPECIFIQUES de SOUTIEN aux ENTREPRISE et aux SECTEURS en DIFFICULTES

- Fonds stratégique d'investissement
- Intervention sur les restructurations industrielles.
- Soutien aux branches d'activités en difficultés
- Lutter contre les dépôts de bilan et liquidations

France : Mesures de soutien sectoriel : -
- Construction automobile
- Secteur immobilier...

France : **23/10/08** Création d'un **fonds d'investissement national stratégique** (fin 2008).
- Véritable levier de la **politique industrielle** (consolidation filières stratégiques)
- Eviter **contrôle étranger et délocalisation des centres de décision**.
(Utilisation ressources propres CDC et autres ressources publiques ou privées)

France : **23/10/08** les **nouveaux investissements en France des entreprises** seront "**exonérés à 100 % de la taxe professionnelle** jusqu'au 1er janvier 2010 (Coût évalué 1 Mds/an)

France **08/10/08 et 22/10/08** :
Prévention et identification en amont des entreprises en difficultés : (CCSF, CODEFI, CIRI)
Points d'information pour les PME
Désignation de « parrains PME » au sein des DRIRE ; communications OSEO . Internet .Numéros AZUR...

France **17/10/08** . **Allègement des contraintes de trésorerie des PME en difficultés**
- **Etalement des dettes fiscales** (TVA, IS, TP et CMTF, TF) et **sociales (URSSAF)**.
- **Report des versements de cotisations chômage (UNEDIC)**
- **Remboursements accélérés** (crédit impôt recherche...)